

Transparence

♦ **Le Parlement européen** a adopté, le 14 janvier 2009, un rapport sur l'accès du public aux documents des institutions communautaires. Prenant appui sur "l'arrêt historique" rendu par la Cour de justice CE le 1er juillet 2008 dans l'affaire Turco (voir ci-dessous) qui "renforce encore le principe selon lequel les institutions démocratiques ont le devoir de garantir la publicité de leurs activités, de leurs documents et de leurs décisions [...] et pour lequel les exceptions à ce principe doivent être limitées et interprétées strictement" (point 2), le rapport invite les institutions européennes, y compris le Parlement, à améliorer la transparence de leur procédures, de même que les Etats membres, et plaide pour la promotion d'une campagne européenne en faveur de la transparence en 2009, à l'occasion des élections européennes "afin que les citoyens prennent conscience de leurs droits d'accès aux documents de l'Union" (point 17).

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2009-0022+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

♦ **Le Médiateur européen** a demandé à la Commission européenne, le 18 décembre 2008 de mettre rapidement en place un registre de tous les documents qu'elle produit ou reçoit comme elle aurait dû le faire depuis 2002 (règlement 1049/2001). Le médiateur n'a pas été convaincu par l'argument de la Commission pour laquelle le fait que ses différents services utilisent des registres incompatibles entre eux rend la chose impossible.

<http://www.ombudsman.europa.eu/press/release.faces/fr/3738/html.bookmark>

♦ **Arrêt Turco** : Dans cet arrêt du 1er juillet 2008, C-39/05 P et 52/05 P, la Cour dit que la transparence du processus législatif et le renforcement des droits démocratiques des citoyens européens sont susceptibles de constituer un intérêt public supérieur justifiant la divulgation des avis juridiques. Le règlement 1049/2001, impose, en principe, une obligation de divulguer les avis des services juridiques du Conseil relatif à un processus législatif. Toutefois, si le contexte est particulièrement sensible, la divulgation peut être refusée, mais le refus doit être motivé de façon circonstanciée. Le Conseil 'justice et affaires intérieures' avait refusé à M. Turco l'accès aux documents inscrits à son ordre du jour au prétexte que parmi eux figurait un avis de son service juridique sur une proposition de directive fixant les normes minimales pour la réception des demandeurs d'asile par les Etats membres et, en cette circonstance, le principe de transparence n'était pas pertinent dans la mesure où son application "rendrait impossible de refuser l'accès à n'importe quel avis du Conseil juridique". Par cet arrêt, la Cour casse un arrêt du tribunal de première instance qui, en 2004, dans cette même affaire, avait suivi la position du Conseil. La Cour dit que "c'est précisément la transparence qui [...] contribue à une plus grande légitimité et confiance aux yeux des citoyens".

européenne indique que 60% des consommateurs sont insatisfaits des services de base. .../...

Consommateurs

♦ Le deuxième tableau de bord des marchés de la consommation, publié le 2 février dernier par la Commission

Transparency

♦ **The European Parliament**, on 14th January 2009, adopted a report on public access to Community institutions' documents. Based on the "landmark judgement" made by the EC Court of Justice on 1st July 2008 in the Turco case (see below), which "further reinforces the principle according to which democratic institutions have a duty to ensure the publicity of their activities, documents and decisions [...] and that any exceptions to this principle must be limited and strictly construed" (point 2), the report calls on European institutions, including the Parliament, just as well as Member States, to improve on the transparency of their procedures, and calls for the promotion of a European campaign in favour of transparency in 2009, during the European elections "so that citizens become aware of their right of access to documents of the Union" (point 17).

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2009-0022+0+DOC+XML+V0//EN&language=EN>

♦ **The Union's Ombudsman** asked the European Commission, on 18th December 2008, to rapidly establish a register of all documents it produces or receives, as should have been done since 2002 (Regulation 1049/2001). The Ombudsman was not convinced by the Commission's position, arguing that the fact that its various services use registers that are incompatible between them renders the exercise impossible.

<http://www.ombudsman.europa.eu/press/release.faces/en/3738/html.bookmark>

♦ **Turco judgement:** In this judgement, C-39/05 P and 52/05 P, of 1st July 2008, the Court said that the transparency of the legislative process and the strengthening of democratic rights of European citizens are likely to raise an overriding public interest justifying the disclosure of legal opinions. Regulation 1049/2001 imposes, in principle, an obligation to disclose the opinions of the Council's legal service concerning a legislative process. However, if the context is particularly sensitive, disclosure may be denied and a detailed statement of reasons for such refusal must be provided. The 'justice and home affairs' Council had denied Mr. Turco access to documents on its agenda on grounds that, among them was an opinion of its legal service on a proposal for a Council Directive laying down minimum standards for the reception of applicants for asylum in Member States and, under such circumstances, the principle of transparency was pertinent to the extent that its application "would make it impossible to deny access to any other legal opinion of the Council". By this judgement, the court quashes the judgement of the Court of First Instance which, in 2004 in this same case, had followed the Council's position. The Court said that "it is precisely the openness which [...] contributes to conferring greater confidence and legitimacy in the eyes of citizens."

Consumers.

♦ The second consumer market scoreboard, published on 2 February by the European Commission shows that 60% of consumers are dissatisfied with basic services. .../...

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.

La plus grande insatisfaction est exprimée par les usagers du rail et des bus, la satisfaction est faible pour la téléphonie fixe, les services postaux et l'énergie (distribution du gaz et de l'électricité) ; les plaintes les plus fortes concernent l'énergie, les banques et les transports (trains, bus et trams). Les secteurs des biens traditionnels sont jugés assez satisfaisants et l'évolution dans les secteurs de la téléphonie mobile et de l'internet est bien perçue.

La commissaire en charge des consommateurs, Meglena Kuneva, a annoncé son intention de s'intéresser spécialement au marché de détail de l'électricité en 2009, compte tenu de son importance dans le budget des ménages. Par ailleurs, 76% des consommateurs ont déclaré qu'il iraient en justice s'ils pouvaient agir en commun car les procédures sont longues et coûteuses.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0025:FIN:FR:PDF>

♦ Par ailleurs, le commissaire en charge du marché intérieur, Charlie McCreevy, a annoncé la création, avant fin 2009, d'un service d'assistance aux consommateurs fournissant un accès unique aux différents services d'information, de conseil et de résolution des litiges existants.

Service public de radiodiffusion

Parmi les avis rendus dans le cadre de la consultation publique sur l'éventuelle révision de la communication relative à l'application au service public de radiodiffusion des règles relatives aux aides d'Etat, celui de l'Union européenne de radio-télévision (UER/EBU) est sur

http://www.ebu.ch/CMSImages/fr/Contribution%20UER%20Communication%20Radiodif-15-01-09%20FINAL_tcm7-64448.pdf et celui du CELSIG sur www.celsig.org

Consultation publique

Compte bancaire de base : Une consultation sur l'inclusion financière et la garantie d'accès à un compte bancaire de base est ouverte jusqu'au 6 avril 2009.

http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2009/financial_inclusion_en.htm

Cour de justice

Congés payés : Dans un arrêt du 20 janvier 2009 sur des affaires jointes, la Cour dit qu'un travailleur ne perd pas son droit au congé annuel payé même s'il n'a pas pu l'exercer pour cause de maladie. Ce droit ne s'éteint pas à l'expiration de la période de référence, et/ou d'une période de report fixée par le droit national, même lorsque le travailleur a été en congé maladie durant tout ou partie de cette période et que son incapacité de travail a perduré jusqu'à la fin de sa relation de travail, raison pour laquelle il n'a pu exercer son droit au congé annuel payé. La Cour était appelée à rendre une décision préjudicielle sur l'application de l'article 7 de la directive 2003/88/CE sur l'aménagement du temps de travail à la demande de deux juridictions nationales, le Tribunal régional du travail de Düsseldorf (Landesarbeitsgericht, affaire C-35006) et la Chambre des Lords britannique (House of Lords, affaire C-520/06).

<http://curia.europa.eu/jurisp/cgi-bin/form.pl?lang=fr&Submit=Rechercher&alldocs=alldocs&docj=docj&docop=docop&doco>

[r=docor&docjo=docjo&numaff=C-350/06&datefs=&datefe=&nomusuel=&domaine=&mots=&rsmax=100](http://eur-lex.europa.eu/lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0025:FIN:FR:PDF)

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.

The highest dissatisfaction was expressed by rail and bus users, satisfaction is low for fixed telephone services, postal services and energy services (gas and electricity supply), the strongest complaints concern energy, banking and transports (trains, buses and trams). Sectors dealing with traditional goods are considered quite satisfactory and the trend in the areas of mobile telephony and the Internet is well received.

The Commissioner for Consumers, Meglena Kuneva, announced her intention to look specifically into the retail market for electricity, in 2009, given its importance in household budgets. Furthermore, 76% of consumers said they would go to court if they could act together with other consumers because the procedures are lengthy and costly.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0025:FIN:EN:PDF>

♦ In addition, the Commissioner for the Internal Market, Charlie McCreevy, has announced the setting up, before the end of 2009, of an assistance service for consumers providing a one-stop-shop to different services of information, advice and resolution of existing conflicts.

Public service in broadcasting

Among the opinions expressed in the public consultation on the possible revision of the communication regarding the application of State Aid rules to public service broadcasting, that of the European Broadcasting Union (EBU/UER) is available at:

http://www.ebu.ch/CMSImages/fr/Contribution%20UER%20Communication%20Radiodif-15-01-09%20FINAL_tcm7-64448.pdf

And that of CELSIG is at: www.celsig.org

Public consultation

Basic bank account: A consultation on financial inclusion and ensuring access to a basic bank account is open until 6th April 2009.

http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2009/financial_inclusion_en.htm

Court of Justice

Paid leave: In a ruling dated 20th January 2009, regarding joint cases, the Court held that a worker does not lose his right to paid annual leave even if the worker in question could not exercise the right due to illness. This right does not cease at the expiration of the reference period, and/or a carry-over period determined by national law, even in the case where the worker had been on sick leave over the whole or part of this period and that the inability to work had lasted until the end of the employment relationship, reason for which the worker could not exercise the right to paid annual leave. The Court was asked to give a preliminary ruling on the application of Article 7 of Directive 2003/88/EC on the organisation of working time at the request of two national courts, the Regional Labour Court of Düsseldorf (Landesarbeitsgericht, Case C-35006) and the British House of Lords (House of Lords, Case C-520/06).

<http://curia.europa.eu/jurisp/cgi-bin/form.pl?lang=en=Rechercher&alldocs=alldocs&docj=docj&docop=docop&docor=docor&docjo=docjo&numaff=C->